Les Cartes mentales de la Corpo



Chers étudiants, ça y est, le semestre touche à sa fin. Mais pour bien profiter de l'été et éviter les rattrapages, la case des partiels semble inévitable!

Depuis maintenant 90 ans la Corpo Assas accompagne les étudiants dans tous les domaines de la vie universitaire, et pour la première fois cette année on vous propose des cartes mentales. Ces fiches sont écrites par nos membres dans le but de favoriser l'entraide étudiants ainsi que de vous aider dans l'apprentissage de certaines notions clés d'une matière.

Effectivement, ces fiches sont là pour vous orienter, elles sont faites par des étudiants et ne sont en aucun cas un substitut à ce qui a été enseigné en TD ou en cours.

Si jamais il vous venait des questions, n'hésitez pas à nous envoyer un message sur la page Facebook Corpo Assas ou à contacter *Gabrielle Manbandza* ou *Angélique Polide*.

"Comment valider votre année? Pour les L1:

Il faut tout d'abord rappeler que toutes vos notes se compensent. Pour valider de la manière la plus simple votre année, il vous faut valider votre bloc de matières fondamentales mais aussi votre bloc de matières complémentaires. Cependant, le calcul peut s'avérer plus complexe...

Chaque fin de semestre est marquée par des examens qui constituent l'épine dorsale de la validation de votre année. Bon nombre d'autres possibilités vous sont proposées pour engranger un maximum de points et limiter ainsi l'impact de vos partiels. Chacun de vos chargés de TD va vous attribuer une note sur 20 à l'issue du semestre. Vos TD de matières fondamentales comptent donc autant que l'examen écrit, lui aussi noté sur 20. Cet examen s'effectue en 3h et nécessite un exercice de rédaction. Sur un semestre, une matière fondamentale peut donc vous

rapporter jusqu'à 40 points. Seuls 20 points sont nécessaires à la validation de la matière. Pour valider votre bloc de fondamentales, il vous faut donc obtenir 40 points en additionnant vos notes de TD et vos notes aux partiels. Si toutefois vous n'obtenez pas ces 40 points, vous repasserez en juillet lors de la session de rattrapage, la ou les matières que vous n'auriez pas validée(s).

Attention : le passage par juillet annule votre note de TD obtenue dans la matière.

Pour les L2:

Le principe est similaire, à la différence qu'il y a plus de matières fondamentales et plus de matières complémentaires.

Conclusion simple : travailler toutes les matières un minimum en mettant l'accent sur les TD et les matières fondamentales (les plus gros coefficients) vous permettra de maximiser vos chances de valider votre année du premier coup et ainsi éviter l'écueil des rattrapages de juillet.

Si, au sein même des unités d'enseignement, les matières se compensent, les blocs peuvent aussi se compenser entre eux à la fin de l'année. Ainsi, si vous obtenez une moyenne générale sur l'année de 10/20, votre passage est assuré.

En cas d'échec lors des sessions de janvier et de juin, une seconde chance vous est offerte en juillet.

Attention, contrairement aux idées reçues, les rattrapages ne sont pas plus faciles, ils sont connus pour être notés plus sévèrement. Toutes les matières des blocs non validés où vous n'avez pas eu la moyenne sont à repasser. S'il s'agit d'une matière à TD, la note de TD est annulée (même si vous avez été défaillant), de sorte que la note obtenue en juillet compte double (8/20 revient à 16/40). Les points d'avance acquis lors de l'année (points au-dessus de la moyenne lors de la validation d'un bloc) sont valables après les rattrapages et permettent donc la compensation finale comme décrite précédemment.

A noter que le jury peut vous accorder quelques points pour l'obtention de votre année, notamment dans le cas d'un étudiant sérieux en TD... A bon entendeur!

Pour les L1, le passage en deuxième année peut aussi se faire en conditionnel, pour cela il vous faut valider les deux unités d'enseignement fondamental et une unité d'enseignement complémentaire tout en sachant que l'autre unité complémentaire sera à repasser en L2.

AVERTISSEMENT

Il est important de rappeler que les Professeurs et Maitres de conférence ne sauraient être tenus responsables d'une erreur ou d'une omission au sein des fiches de cours proposées, puisque ces dernières sont comme dit précédemment, réalisées, relues, et mises en page par des étudiants appartenant à la Corpo Paris Assas.

REMERCIEMENTS

La Corpo Paris Assas souhaiterait remercier sincèrement l'intégralité des professeurs ayant permis et autorisé la diffusion de ces fiches de cours et d'avoir ainsi offert aux étudiants une aide précieuse à la réussite de leur examens.

CONFLIT CONSTITUTION/ TRAITE INTERNATIONAUX:

Lorsqu'un traité contredit la Constitution, surtout des traités impliquant plusieurs états (Maastricht 1992) il y a un problème

Modifier un traité nécessite le consentement de tous les États signataires
→ très difficile

DONC <u>en pratique</u> la France préfère adapter sa Constitution pour la rendre compatible avec le traité, conformément à l'article 54 de la Constitution

BLOC DE CONVENTIONNALITÉ

- Traités internationaux
- Traités européens
- Droit européen

BLOC DE CONSTITUTIONNALITÉ

Préambule de la Constitution de 1958 :

- DDHC du 26 aout 1789
- Préambule de la Constitution de 1946
- Chartres de l'environnement de 2004

CONTROLE A POSTERIORI DE LA CONSTITUTIONNALITÉ DES LOIS

DES LOIS

Constitution

sénateurs

peut être promulguée

= Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC)

Organe → Conseil constitutionnel

Nature → Solliciter l'abrogation d'une loi en matière constitutionnelle

Conséquence → disposition jugée inconstitutionnelle est abrogée

CONTRÔLE A PRIORI DE LA CONSTITUTIONNALITÉ

Nature du contrôle > contrôler la conformité des lois à la

Autorités de saisine \rightarrow président, premier ministre, président de l'Assemblée nationale, président du Sénat, 60 députés ou 60

Conséquence → une disposition jugée inconstitutionnelle ne

Organe de contrôle → Conseil constitutionnel

Contrôle de conventionnalité des lois

- Par la Cour de cassation
- Conseil d'État

Jurisprudence:

Arrêt Jacque Vabre (1975) : le juge judiciaire peut écarter une loi contraire à un traité

Arrêt Niccolo (1989) : consacre la compétence des juges administratifs pour le contrôle de conventionnalité

BLOC DE LÉGALITÉ

- Loi organique: votée par le parlement pour fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement des pouvoirs publics, des lois de compléments à la constitution
- Loi ordinaire : loi votée par le parlement conformément à l'article 34 de la Constitution
- Loi référendaire : loi adoptée directement par le peuple, par référendum (article 11 de la Constitution)
- Ordonnances: donne au gouvernement la possibilité de prendre des mesures de nature législatives (article 38 de la Constitution) sous autorisation du Parlement

BLOC RÉGLEMENTAIRE

LA HIÉRARCHIE DES NORMES

HANS KELSEN

- Règlements autonomes : sont édictés dans des domaines qui ne sont pas de la compétence du parlement et en dehors de toute loi
- Règlements d'application: complètent les lois quand elles nécessitent plus de détails
- Décrets : règlements qui émanent du Président de la République ou du 1^{er} Ministre
- Arrêtés : règlements qui émanent des autres ministres, préfets, maires

CONTRARIÉTÉ DES RÈGLEMENTS AUX NORMES SUPERIEURES

→ Il n'y a pas d'organe de contrôle concernant les règlements

Contrôle de conventionalité → peut être livré par le juge

En cas de conflit entre le règlement et la loi, on autorise la partie qui viendrait à invoquer dans un procès la possibilité de soulever l'exception d'illégalité

Ces contrôles rendent possible le dilatoire = possibilité de faire reculer une affaire de quelques années

→ Ce contrôle n'existe pas à tous les étages et n'est ni plein ni absolu

Lo

- Loi lato sensu : tous les textes de droit écrit assimilant tout droit écrit à la loi
- Loi stricto sensu : définit par le caractère organique

ILLUSTRATIONS DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT

- Fraus omnia corrumpit (la fraude corrompt tout)

Appliqué pour empêcher que des montages ou manœuvres détournent les règles légales

Exemple: Affaire Lustucru

Des actionnaires contournent une clause d'agrément (interdisant la vente à une société concurrente) en créant une entité intermédiaire qui fusionne ensuite avec un concurrent

La Cour de cassation casse l'opération au nom de ce principe

Interdiction de fraude aux droits des tiers

Principe issu de plusieurs articles du Code civil, notamment :

- Article 1167 : Action paulienne permettant de réintégrer un bien frauduleusement sorti du patrimoine du débiteur
- Article 1421: Les actes accomplis sans fraude par un conjoint sont opposables à l'autre

MÉCANISME D'ÉLABORATION DES PRINCIPES GÉNÉRAUX

- Induction : À partir de plusieurs dispositions légales similaires, un principe général est dégagé

Exemple : La sanction des actes frauduleux en droit des créanciers (action paulienne) et en droit matrimonial (article 1421) conduit au principe que « la fraude ne doit pas nuire aux tiers »

- Déduction : Une règle est étendue à des cas similaires non explicitement couverts par le texte

Exemple : Le principe « fraus omnia corrumpit » (la fraude corrompt tout) est appliqué à des situations variées pour sanctionner la mauvaise foi ou les manœuvres abusives

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT

Les principes généraux du droit sont des normes fondamentales déduites ou induites de la lettre de la loi

Ils permettent de :

- Clarifier le contenu de certaines dispositions légales
- Énoncer des solutions applicables à des cas non prévus explicitement par la loi

SOURCES DE DROIT ÉCRITES

ENJEUX DU DROIT NON-ÉCRIT

- Concurrence avec le droit écrit :

Bien que la tradition juridique française valorise le droit écrit, le droit non-écrit s'impose parfois pour répondre à des situations que les textes n'avaient pas prévues

- Adaptabilité et justice :

La coutume reflète les évolutions sociales et les pratiques vivantes Les principes généraux garantissent une cohérence et une justice au sein du système juridique

- Reconnaissance de la force des pratiques sociales :

Certaines pratiques coutumières dominent le droit écrit, illustrant le pouvoir des comportements sociaux sur la norme juridique

LA COUTUME

Définition : la coutume est une règle de conduite observée spontanément par le corps social sans consécration préalable par une autorité instituée

Éléments constitutifs de la coutume :

Élément matériel :

- Répétition constante dans le temps d'un comportement
- Ces pratiques doivent émaner du corps social (pas d'autorité imposée)
- La coutume ne naît pas spontanément : elle suppose une accoutumance durable dans le temps

Élément psychologique : Opinio necessitatis :

- Croyance collective dans le caractère obligatoire de cette norme de comportement
- Sans cette conviction partagée, une pratique reste un simple usage

TYPOLOGIE DES COUTUMES

Trois catégories principales illustrent les interactions entre la coutume et la loi :

- Coutumes secundum legem : Complètent la loi

Ces coutumes apportent des précisions ou une application concrète à un texte légal

Exemple: Le mineur, incapable juridiquement, peut conclure certains actes courants (achats de la vie quotidienne)

- Coutumes praeter legem : Agissent en l'absence de loi

Interviennent pour combler les lacunes législatives

Exemple : L'usage du nom du conjoint marié, non prévu par le Code civil

 Coutumes contra legem : S'opposent à la loi écrite

La pratique coutumière l'emporte sur la règle écrite

Exemples:

Don manuel : Validé bien qu'il contrevienne à l'article 931 du Code civil qui exige un acte notarié pour les donations

Corrida: Autorisée dans les villes où existe une coutume mémorielle, comme Nîmes, mais interdite ailleurs, comme Montpellier

DISTINCTION DE LA COUTUME AVEC DES FIGURES PROCHES

Coutume vs Usage

Coutume → Rayonnement national ou général

Concerne l'ensemble du corps social

Usage → Portée limitée (localisée géographiquement ou socialement)

Concerne un sous-groupe de la population (ex. : usages commerciaux propres à une région ou un secteur).

- Coutume vs Règles d'autorité privée

Coutume → Née spontanément d'une pratique collective

Règles d'autorité privée > Imposées par une entité spécifique

Exemple : ordres professionnels ou fédérations sportives

Exemple : L'ordre des avocats émet des règles déontologiques applicables à ses membres.

ADMISSIBILITÉ DES MODES DE PREUVE

Preuve des faits juridiques : par principe la preuve du fait juridique est libre ainsi tous les moyens de preuve sont admissibles

Article 1358 « hors les cas où la loi en dispose autrement, la preuve peut être apportée par tout moyen »

Limites → réglementations spéciales + Loyauté et licéité de la preuve

 Preuves des actes juridiques : par principe la loi indique quels sont les modes de preuve recevables

Article 1359 « l'acte juridique portant sur une somme ou une valeur excédant un montant fixé par décret du 20 aout 2004 et 29 septembre 2016 (>1500€) doit être prouvée par écrit sous signature privée ou authentique »

Impossibilité de se constituer de preuve à sois même

EXCEPTIONS:

Aménagements légaux par des présomptions légales : article 1354

- ⇒ La loi attache une présomption à certains actes ou faits, dispensant celui au profit duquel elle est édictée de prouver ce fait
 - Simple → peut être renversée par tout moyen
 - Mixte → moyen ou objet du renversement limités par la loi
 - Irréfragable → impossible à renverser

Aménagements conventionnels: Les règles de preuve ne sont pas, en principe, d'ordre public, permettant aux parties d'aménager contractuellement la répartition de la charge de la preuve

⇒ Limite : ne pas aller à l'encontre des présomptions légales qui sont irréfragables

Aménagement jurisprudentiel : l'aptitude à la preuve, favorisant celui qui est le mieux placé pour prouver

⇒ Civ 1ère, 25 février 1997 sur l'obligation d'information des médecins

PRINCIPE:

1/ La charge de la preuve incombe au demandeur : c'est au demandeur de prouver le fait dont son action suppose l'existence.

- Adage actori incumbit probatio
- Art. 9 CPC : « Il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention »
- Art. 1353 alinéa 1 : « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ».

Exemples: Civ 2, 1er juillet 1966

2/ Si le demandeur apporte la preuve demandée, la charge la preuve passe ensuite au défendeur

Art. 1353 alinéa 2 : « Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ».

Exemple: Soc. 28 sept 2004

PREUVE PARFAITE

1- Écrit parfait

- Acte authentique → une force importante immense, la seule façon de remettre en cause sa force probante est d'engager une procédure pénale spécifique appelée inscription de faux Article 1369 et 1371
- Acte sous seing-privé → signé par les parties concernées et qui a une pleine force probante sauf si une preuve contraire est apportée
 Article 1367 et article 1372

2- L'écrit électronique

Loi du 13 mars 2000 → aligne dans la mesure du possible, l'écrit électronique sur l'écrit papier

- Article 1366: « L'écrit électronique a la même force probante que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité »
- Article 1367 alinéa 2: La signature électronique « consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification de son auteur et une garantie de son lien avec l'acte auquel elle s'attache.
 La fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État

MODES DE LA PREUVE

2 systèmes existent :

- Preuve parfaite
- Preuve imparfaite

OBJET DE LA PREUVE

Prouver/ invoquer un droit subjectif, c'est démonter l'existence des circonstances qui lui donnent naissance

LA PREUVE

= démonstration de l'existence d'un fait ou d'un acte dans les formes admises ou requises par la loi » Cornu

CHARGE DE LA PREUVE

Enjeu de l'identification de la charge de la preuve

Obligation du juge de statuer :

- En cas de doute, le juge doit trancher pour éviter un déni de justice (prohibé par l'art. 4 C. civ.)

Risque de la preuve :

- La partie sur laquelle repose la charge de la preuve supporte le risque d'un doute persistant
- Si la preuve n'est pas convaincante, le juge statue contre cette partie

Mécanisme de transfert de la charge de la preuve :

- Initiateur : Celui qui saisit le juge à la première charge de la preuve
- Réponse du défendeur : S'il allègue des faits contraires, il devient porteur de la charge de la preuve
- Alternance : La charge peut être renvoyée de l'un à l'autre jusqu'à ce que l'une des parties échoue à prouver ce qu'elle avance
- Ce processus met fin au litige

PRINCIPE:

Théorie → 2 éléments à établir

- Une règle de droit doit accorder certaines prérogatives à des catégories déterminées de personnes dans des situations abstraitement définies
- Celui qui prétend avoir le droit → placé dans une situation de fait correspondant à celle qui est visée par la règle de droit

La preuve des faits incombe les justiciables : article 9 du code de procédure civile, aussi bien pour les actes juridiques que pour les faits juridiques

2 objets de preuves (cumulatifs)

- Nature de l'obligation
- Objet/ contenu de l'obligation

Il s'agit de prouver les faits nécessaires pour déclencher l'application de la règle de droit invoquée = faits pertinents et contestés

- Les faits pertinents sont ceux qui ont une incidence sur la solution du litige
- Les faits contestés = seuls les points de divergence entre les parties sont objets de preuve
- Les faits à établir sont généralement des faits positifs

AMÉNAGEMENTS/ CARCATÈRE SUPPLÉTIF DU DROIT DE LA PREUVE

Déplacement de l'objet de la preuve → parfois difficile de prouver directement les faits à l'origine du litige. Dans ces cas, la preuve peut porter sur des éléments indirects

(Exemple : dans une vaccination qui tourne mal, on ne prouve pas que le vaccin est la cause directe de la maladie qui survient après, mais on prouve uniquement la survenance d'une maladie dans un délai raisonnable après la vaccination).

Aménagements conventionnels = les parties peuvent, dans les limites de l'ordre public (article 1356 du Code civil), modifier conventionnellement l'objet de la preuve ou les règles applicables tant qu'elles ne privent pas une partie à son droit à la preuve

Limite: Si ces conventions sont admises, le risque qu'elles conduisent à mettre en place un système probatoire trop déséquilibré, voire à priver une partie d'un droit substantiel, impose toutefois que des limites y soient fixées

⇒ Une convention sur la preuve ne saurait faire obstacle au droit à la preuve des parties (Civ 2, 10 mars 2004)

Aménagement JP par des présomptions judicaires simples : au lieu de prouver un fait inconnu, qui ne doit les admettre que si elles sont graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet la preuve par tout moyen

CARACTÈRE IMPERSONNEL Elle concerne un ensemble de personnes anonymes Exemple: - Article 8 du code civil « TOUS jouira des droits civil » - Article 9 du Code civil « CHACUN a le droit à sa vie privée » CARACTÈRE ABSTRAIT Elle exprime une idée générale sans entrer dans le détail → permet d'appliquer la norme à de nombreux cas LES FINS Gage d'effectivité → perde de son efficacité si change trop souvent Gage de sécurité → stabilité de la norme assure la sécurité iuridique

LES MOYENS

Outils substantiels \Rightarrow concernent le contenu même de la norme et sa construction pout qu'elle soit stable

- Règle juste et légitime
- Adaptée aux individus
- Abstraction de la norme
- Sobriété du législateur

Outils formels \rightarrow visent le support de la norme elle-même pour favoriser la stabilité de la règle de droit

- Codification compilation
- Codification réelle

UNE NUANCE

Croiser les fondements : l'égalité formelle, légitimité formelle et effectivité de la sanction

⇒ Approche tridimensionnelle de F. Térré → autorité, contenu, sanction la sanction est un critère du droit mais pas l'unique garant de la règle de droit

Selon lui l'identification de la règle de droit se fait avant la sanction → c'est parce qu'elle est de droit qu'elle est sanctionnée et non l'inverse

RÈGLE IMPÉRATIVE

= le sujet ne peut pas écarter son jeu par sa volonté MAIS l'autorité peut dispenser du respect de la règle exceptionnellement

Exemple : mort du futur marié à quelques jours du mariage et le président a autorisé le mariage posthume pour motif grave car à l'époque discrimination entre enfants nés lors du mariage et hors mariage dans des questions de successions, de filiation ou dévolution du nom

CARACTÈRE OBLIGATOIRE DE LA RÈGLE DE DROIT

LE CARACTÈRE GÉNÉRAL DE LA RÈGLE DE DROIT

DANS

L'ESPSACE

DANS LE

TEMPS

LA RÈGLE DE DROIT

Toute norme juridiques obligatoire assortie de la contrainte étatique, quels que soient sa source, son degré de généralité, sa portée (Gérard Cornu)

LA SANCTION DE LA RÈGLE DE DROIT

13

LA SANCTION COMME CRITÈRE DE LA RÈGLE DE DROIT

Sens large \rightarrow toutes mesures justifiées par la violation d'une obligation

Sens restreint → peine affligée à une autorité à l'auteur d'une infraction

« Une règle est règle de droit parce qu'elle est le produit de l'État et parce que ce dernier a le monopole de la violence légitime » - Max Weber.

Portalis. La sanction est appelée par le contenu même de la norme et c'est ce contenu qui engendre la perspective de la sanction

RÈGLE IMPÉRATIVE D'ORDRE PUBLIC

= règle sans aucune dispense possible, elle s'impose sans exception car elle traduit des exigences fondamentales considérées comme essentielles à l'intérêt général

- La personne : protège la dignité humaine, l'intégrité et les droits fondamentaux → article 16 du Code civil
- La famille : la stabilité de la famille prime ainsi divorce interdit jusqu'en 1875
- L'état → toute atteinte aux institutions de l'état ainsi convention de vote est nulle car porte atteinte au rouage de l'État
- L'économie : impose certains comportements aux opérateurs car but macroéconomique, permet de juguler les crises
- L'ordre public économique de protection : rétablir équilibre dans les relations contractuelles → protège les parties faibles

2 catégories de règles impératives d'ordres publics :

- ⇒ Ordre public textuels : le texte dit explicitement que la règle est d'ordre public
- ⇒ L'ordre public virtuel : le texte ne le dit pas, a vocation à être révélé par le juge

Règle supplétive (de volonté)

= règle dont l'application peut être écartée par les sujets de droit

Exemple : article 1651 du code civil « s'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance »

Droit des contrat→ utilise les règles supplétives

DISPOSITION DE DROIT TANSITOIRE

De plus en plus le législateur intègre au sein de la loi nouvelle des dispositions de droit transitoire

Exemple : Article 9 de l'Ordonnance du 10 février 2016

- « Les dispositions de la présente ordonnance entreront en vigueur le 1er octobre 2016 »
- → Les contrats conclus avant cette date demeurent soumis à la loi ancienne
- → Lorsqu'une instance a été introduite avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'action est poursuivie et jugée conformément à la loi ancienne et ce même en appel et en cassation

LITIGE RELATIF À LA CONSTITUTION DE LA SITUATION

La loi a force obligatoire depuis son entrée en vigueur jusqu'à son abrogation.

Lorsqu'une loi nouvelle vient abroger une loi en vigueur qui a le même objet, les 2 lois se succèdent dans le temps et il faut déterminer le domaine d'application dans le temps des deux lois successives.

Le problème, que l'on qualifie de « conflit de lois dans le temps », se pose de la manière suivante : « quels faits, quels actes, seront régis respectivement par la loi ancienne et par la loi nouvelle?»

Le conflit de la loi dans le temps se résout à l'aide du droit transitoire, composé de règles relatives à l'application de la loi dans le temps → 2 options

- Disposition de droit transitoire
- Article 2 du code civil

LA RÉTROACTIVITÉ

→ 3 hypothèses :

JURIDIOUE

- Constitution passée (= constitution antérieure à la loi nouvelle) → loi ancienne s'applique car principe de nonrétroactivité de la loi nouvelle
- Constitution future (=constitution postérieure à la loi nouvelle) → loi nouvelle car principe de l'effet immédiat et futur de la loi nouvelle
- Constitution en cours → cas par cas : c'est au juge de déterminer où se situe l'élément essentiel de la constitution et donc quelle loi est appliquée

SITUATION JURIDIQUE

- La création d'une situation juridique peut nécessiter l'écoulement d'un certain temps → une loi nouvelle peut très bien survenir entre les différentes étapes de la création de la situation (exemple : contrat)
- Les effets d'une situation juridique peuvent se prolonger dans le temps → une loi nouvelle peu très bien survenir au cours de la manifestation de ces effets

LITIGE RELATIF AUX EFFETS DE LA SITUATION JURIDIQUE

- ⇒ LES SITUATIONS JURIDIQUES EXTRACONTRACTUELLES
- Effets passés (=effets antérieurs à la loi nouvelle) → loi ancienne car principe de non-rétroactivité de la loi nouvelle
- Effets à venir (=effets postérieurs à la loi nouvelle) → loi nouvelle car principe de l'effet immédiat et futur de la loi nouvelle
- Effets en cours > loi nouvelle car principe de l'effet immédiat de la loi nouvelle Exemple: Civ 1, 15 janvier 2014 pour l'application du nouvel article 815-5-1 à une indivision encore en cours

LITIGE RELATIF AUX EFFETS DE LA SITUATION JURDIQUE

- SITUATIONS JURIDIOUES CONTRACTUELLES
- Effets passés > loi ancienne car principe de nonrétroactivité de la loi nouvelle
- Effet à venir → loi ancienne car principe de survie de la loi ancienne en matière contractuelle pour toute la durée de vie du contrat et s'agissant de tous les aspects du contrat
- Effet en cours → loi ancienne

SI DÉFAUT DE LA RÈGLE EXPRESSE DE DROIT TRANSITOIRE

Alors on se réfère à l'article 2 du code civil « la loi dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif »

- La loi ne dispose que pour l'avenir : une loi régit les situations juridiques nées postérieurement à la date de son entrée en vigueur
- La loi n'a point d'effet rétroactif: principe de nonrétroactivité de la loi nouvelle

Une loi ne s'applique pas aux situations juridiques en cours, ou du moins pas entièrement réalisées avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle

EXCEPTION DI PRINCIPE DE NON-RÉTROACTIVITÉ DE LA

Le principe de non-rétroactivité de la loi nouvelle n'a pas de valeur constitutionnelle (sauf en matière pénale) DONC elle a une simple valeur législative ainsi elle admet des exceptions :

- Soit à raison de son objet qui la rend nécessairement rétroactive
 - Lois de validations qui vient valider une pratique/ coutume/JP antérieure
 - Lois interprétatives qui expliquent et se greffent à une loi/ un texte antérieur
- Soit le législateur peut exceptionnellement conférer à une loi un caractère expressément rétroactif

Cependant les juges ont mis en place un contrôle de ces lois rétroactives :

Pour que leur rétroactivité soit reconnue → il faut désormais que le législateur poursuive un « motif impérieux d'intérêt général »

→ CEDH, Zielinski contre France, 28/10/1999

EXCEPTION AU PRINCIPE DE SURVIE DE LA LOI

Lorsque la loi nouvelle répond à des considérations d'ordre public particulièrement impérieuses (appréciation au cas par cas)

Exemple: Civ 3, 9 février 2017 pour la loi nouvelle qui empêche tout congé unilatéral pour les baux de tourisme

Lorsque la loi nouvelle vient porter modification à des effets légaux du contrat → application de la loi nouvelle

En théorie un effet légal est un effet prévu par la loi, qui trouve son fondement dans la loi, dont le contrat n'est que la condition En pratique > pas facile de catégoriser le litige et donc d'appliquer le principe